



Les grandes entreprises technologiques utilisent l'automatisation pour censurer les informations sur le coronavirus

Par [Alan MacLeod](#)

Mondialisation.ca, 21 mars 2020

[Mint Press News](#) 18 mars 2020

Thème: [Désinformation médiatique](#),

[Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Les médias sociaux sont inondés de personnes en colère parce que leurs publications ont été supprimées sans raison légitime. MintPress n'a pas fait exception, avec un article sur la réponse de Cuba au coronavirus signalé et bloqué.

La Big Tech tente à nouveau de définir l'éventail des discussions politiques acceptables sur ses plateformes ; cette semaine, YouTube a annoncé un certain nombre de changements face à la pandémie mondiale de COVID-19, le principal étant que ce sont les systèmes automatisés, plutôt que les humains, qui autoriseront ou supprimeront principalement les contenus dans un avenir prévisible.

« Alors que le COVID-19 évolue, nous faisons de notre mieux pour soutenir ceux qui regardent, créent et gagnent leur vie sur YouTube. Beaucoup d'entre nous, ici et dans notre personnel élargi, ne peuvent pas travailler comme d'habitude, alors nous réduisons les effectifs dans certains bureaux, ce qui provoque des perturbations », a [déclaré](#) Youtue dans un message sur Twitter. « Avec moins de personnes pour réviser les contenus, nos systèmes automatisés interviendront pour assurer la sécurité de YouTube. Plus de vidéos seront supprimées que d'habitude pendant cette période, y compris les contenus qui ne violent pas nos lignes directrices communautaires. Nous savons que cela sera difficile pour vous tous ».

La nouvelle selon laquelle la plateforme de partage de vidéos est désormais à la merci d'un système automatisé qui, même ses créateurs l'admettent, ne fonctionne pas correctement, a été accueillie avec scepticisme, d'autant plus que YouTube n'a pas expliqué pourquoi regarder et juger le contenu sur sa plateforme ne pouvait pas se faire à distance.

D'autres grandes entreprises technologiques comme Facebook et Twitter ont également informé le public qu'elles passaient à un système de modération automatisé potentiellement défectueux pendant la pandémie. Facebook avait été critiqué la semaine dernière pour avoir insisté sur le fait que les employés continuaient à venir au travail, mais il a maintenant pris des mesures et renvoyé ses employés chez eux. « Nous pourrions voir des temps de réponse plus longs et faire plus d'erreurs en conséquence », a également [averti](#) Facebook.

Le problème avec de telles mesures est que la façon dont les algorithmes ont été conçus fait qu'ils frappent généralement plus durement les médias alternatifs. Dans le passé,

Facebook a supprimé des pages appartenant à des médias anti-establishment comme le *Black Agenda Report* et *Venezuelanalysis*, sous le prétexte non fondé qu'il s'agissait potentiellement de fausses nouvelles soutenues par la Russie ou simplement pour « comportement suspect ». Début février, Twitter a [bloqué](#) le compte du Président vénézuélien Nicolas Maduro et [supprimé](#) ceux de 2 000 de ses partisans.

Immédiatement après la mise en œuvre des nouveaux changements, les médias sociaux ont été [inondés](#) de personnes en colère parce que leurs messages avaient été supprimés sans raison légitime. *MintPress* n'a pas fait exception, notre [article](#) sur la réponse de Cuba au coronavirus a été signalé et bloqué. Entre-temps, il semble que le média alternatif *21st Century Wire* ait été complètement supprimé. La PDG de *MintPress*, Mnar Muhawesh, a décrit cela comme de la censure sous le couvert de la lutte contre les fausses nouvelles.

Qu'ils soient actifs ou non, les algorithmes des grandes technologies privilégient les médias d'entreprise et suppriment les positions alternatives contre la guerre, l'empire et le secret gouvernemental, en contournant la ligne du gouvernement, ce qui est souvent la raison pour laquelle les gens visitent ces sites en premier lieu.

Les géants des médias sont de plus en plus imbriqués avec les grandes agences gouvernementales qu'ils sont censés tenir pour responsables. Dans leur livre intitulé « [Le Nouvel Âge Numérique : Repenser l'avenir des personnes, des nations et des entreprises](#) », Eric Schmidt et son collègue Jared Cohen, directeur de Google, ont [écrit](#) :

« Ce que Lockheed Martin a été au XXe siècle... les entreprises de technologie et de cybersécurité [comme Google] le seront au XXIe siècle ».

L'année dernière, Facebook a annoncé qu'il s'associait avec le groupe de réflexion de l'OTAN, le Conseil Atlantique, afin d'aider à éliminer les fausses nouvelles sur son site. Le conseil d'administration du Conseil est composé de hauts fonctionnaires de l'État, dont Henry Kissinger, Colin Powell, Condoleezza Rice et de nombreux anciens chefs de la CIA, dont Michael Hayden, Leon Panetta et Michael Morell. Après avoir travaillé avec le Conseil, Facebook a [immédiatement commencé](#) à interdire et à supprimer les comptes liés aux médias dans les États ennemis officiels comme l'Iran, la Russie et le Venezuela et a commencé à faire taire les critiques des gouvernements occidentaux.

39% des Américains obtiennent leurs informations sur Facebook, 20% sur YouTube et 15% sur Twitter, selon le [rapport](#) 2019 de l'Institut Reuters sur les Informations Numériques. En outre, un nombre similaire de personnes dans d'autres pays s'appuient sur ces plateformes pour comprendre les événements mondiaux, ce qui signifie en fait que le gouvernement américain contrôle de plus en plus ce que la planète voit en ligne. L'Iran en est un bon exemple : en janvier, à la demande de l'administration Trump, Instagram a interdit tous les messages de soutien au Général Qassem Soleimani, qui avait été tué lors d'une attaque de drones américains.

« Nous opérons sous les lois de sanctions américaines, y compris celles liées à la désignation par le gouvernement américain du Corps des Gardiens de la Révolution Iranienne (CGRI) et de ses dirigeants », a [déclaré](#) un porte-parole technique.

Instagram compte plus de [24 millions d'utilisateurs iraniens](#). Un sondage de l'Université du Maryland a révélé que plus de [80% des Iraniens](#) ont une opinion positive du Général, ce qui signifie que Trump, grâce aux monopoles de la Silicon Valley sur les communications en

ligne, pourrait effectivement empêcher une opinion majoritaire d'être exprimée par des Iraniens, à des Iraniens.

L'un des principaux problèmes de toute décision de modération concernant ces géants de la technologie est qu'ils sont tellement dominants qu'ils sont effectivement devenus des services publics, trop grands et trop importants pour ne pas être utilisés. Mais tant qu'ils ne seront pas démantelés ou nationalisés, leur structure opaque conduira toujours à des décisions de ce type qui accroissent la suspicion et l'aliénation.

Alan MacLeod

Article original en anglais : [Big Tech Firms are Using Automation to Censor News About the Coronavirus](#), Mint Press, le 18 mars 2020

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Mint Press News](#)
Copyright © [Alan MacLeod](#), [Mint Press News](#), 2020

Articles Par : [Alan MacLeod](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca